ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 20 juin 1967, d'une demande d'avis sur un projet de loi "fusionnant les communes de Flémalle-Haute et Chokier", a donné le 3 juillet 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e juni 1967 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot samenvoeging van de gemeenten Flémalle-Haute en Chokier", heeft de 3e juli 1967 het volgend advies gegeven :

Le projet, qui déclare fusionner les communes de Flémalle-Haute et de Chokier, aboutit en réalité à réunir la commune de Chokier à celle de Flémalle-Haute. Cette réunion est assortie d'une modalité spéciale : l'élection du nouveau conseil est prévue à très brève échéance, alors que la loi communale, en ses articles 151 et 152, ne prévoit d'élection immédiate que lorsqu'il y a lieu de compléter le conseil de la commune agrandie.

Le texte proposé ci-après tend à mieux exprimer la portée du projet et à présenter ses dispositions dans un ordre plus logique.

Il omet les articles 7, 9 et 12, alinéa 3, que la nouvelle présentation rend inutiles.

+

Les pouvoirs délégués au Roi par l'article 14 du projet se justifient par le souci d'assurer la réintégration du personnel de la commune de Chokier.

En conséquence, et par souci de concordance avec les lois antérieures (loi du 22 mars 1958, article 7, et loi du 31 décembre 1964 , article 9), il est proposé de rédiger cette disposition ainsi qu'elle est reproduite à l'article 7 du texte proposé ci-après.

+

+ +

.../...

PROJET DE LOI REUNISSANT LA COMMUNE DE CHOKIER A CELLE DE FLEMALLE-HAUTE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. REUNION DE LA COMMUNE DE CHOKIER A CELLE DE FLEMALLE-HAUTE.

Article 1er.-

La commune de Chokier est réunie à la commune de Flémalle-Haute.

Article 2.-

Le conseil communal et la commission d'assistance publique de Chokier sont dissous.

.../...

Article 3 (anciens 11 et 12, alinéa 1er).

La commune et la commission d'assistance publique de Flémalle-Haute succèdent respectivement aux biens, droits, charges et obligations de la commune et de la commission d'assistance publique de Chokier.

Article 4 (ancien 13).

Les arrêtés, règlements et ordonnances en vigueur dans la commune de Chokier sont maintenus, pour le territoire pour lequel ils ont été édictés, jusqu'au jour de leur abrogation par le conseil communal de Flémalle-Haute.

Toutefois, en ce qui concerne les règlements fiscaux, cette abrogation ne peut avoir effet à une date postérieure à la fin de l'exercice au cours duquel le nouveau conseil communal est installé. En l'absence de décision de celui-ci, elle intervient de plein droit à la clôture dudit exercice.

Article 5 (anciens 5 et 6).

Les personnes inscrites sur les listes des électeurs généraux ou des électeurs communaux de Chokier ou qui possèdent des titres à l'inscription sur ces listes exerceront leur droit de vote ou feront valoir leurs titres dans la commune de Flémalle-Haute.

Pour la détermination du domicile électoral avant l'entrée en vigueur de la présente loi, il n'est fait aucune distinction entre le territoire de la commune de Chokier et celui de la commune de Flémalle-Haute.

.../..

Le commissaire de l'arrondissement de Liège réunira, par voie d'arrêté, en une liste unique les listes électorales en vigueur dans les communes de Flémalle-Haute et de Chokier.

Article 6 (ancien 15).

A partir du 1er janvier de la (1ère) (2e) année qui suit celle au cours de laquelle la présente loi entrera en vigueur, la commune de Flémalle-Haute se verra octroyer :

1° pendant cinq années consécutives un complément de recettes égal à 10 p.c. de sa quote-part dans le Fonds B du Fonds des communes;

2° une aide exceptionnelle, payable en un ou plusieurs versements annuels, destinée à l'apurement total ou partiel de son passif ou à la couverture de charges exceptionnelles, s'il est établi que la commune est incapable d'y procéder par ses propres moyens.

Ces avantages lui seront alloués par le Ministre de l'Intérieur, sur les crédits spéciaux prévus à l'article 94 de la loi du 14 février 1961, modifié par la loi du 16 mars 1964.

Article 7 (ancien article 14).

Tous les membres du personnel de la commune de Chokier seront repris par la commune de Flémalle-Haute.

La commune de Flémalle-Haute est tenue d'accorder aux membres de ce personnel, jusqu'à la date où ils seront mis à la retraite, au moins le traitement qu'ils auraient eu en restant au service de la commune de Chokier, avec leur grade.

Les membres de ce personnel restent soumis au régime de pension qui leur est applicable au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les membres du personnel de la commission d'assistance publique de la commune de Chokier sont repris sous les mêmes conditions, dans le cadre du personnel de la commission d'assistance publique de Flémalle-Haute.

CHAPITRE II. ORGANISATION DES PREMIERES ELECTIONS DANS LA COMMUNE AGRANDIE DE FLEMALLE-HAUTE.

Article 8 (ancien 3).

Dans les trois mois de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi convoquera le nouveau collège électoral à l'effet de procéder à l'élection d'un nouveau conseil communal pour la commune agrandie.

Article 9 (ancien 4).

Par dérogation à l'article 78 de la loi électorale communale, le mandat des membres du nouveau conseil viend à expiration le 1er janvier 1971.

Par dérogation aux articles 3 et 4 de la loi comm nale , pour la durée de ce mandat, le nombre des consei communaux, y compris le bourgmestre et les échevins, es porté à 13 et le nombre des échevins à 3.

.../

Article 10 (ancien 8).

Par dérogation à l'article 21 de la loi électorale communale et au modèle de convocation pour les élections communales annexé à l'arrêté royal du 9 novembre 1951, les noms des conseillers scrtants ne seront pas mentionnés dans les convocations.

Article 11 (ancien 10).

Pour la détermination de l'ordre des préséances des conseillers communaux, il est tenu compte, pour les conseillers réélus des deux communes réunies, de leur ancienneté antérieure en qualité de conseiller communal.

En cas d'anciennenté égale, la préséance est accordée au conseiller ayant obtenu le plus grand nombre de voix aux nouvelles élections.

Article 12 (ancien 12, alinéa 2).

Une nouvelle commission d'assistance publique de Flémalle-Haute sera élue et installée à la suite de l'élection du nouveau conseil communal, aux dates à fixer par le Roi.

CHAPITRE III. DISPOSITION FINALE.

Article 13 (ancien 16).

La présente loi entrera en vigueur le ....

...

...

Volgens het ontwerp zullen de gemeenten Flémalle-Haute en Chokier worden samengevoegd, maar in feite gaat het erom, de gemeente Chokier met de gemeente Flémalle-Haute te verenigen. Die vereniging gaat gepaard met een speciale regeling : de nieuwe gemeenteraad zal binnen zeer korte tijd worden verkozen, ofschoon er volgens de artikelen 151 en 152 van de gemeentewet alleen een onmiddellijke verkiezing plaatsheeft als de raad van de uitgebreide gemeente moet worden aangevuld.

De bedoeling met de hierna voorgestelde tekst is, de strekking van het ontwerp beter te doen uitkomen en de bepalingen in een logischer volgorde te stellen. De daardoor overbodig geworden artikelen 7, 9 en 12, derde lid, komen te vervallen.

+

De in artikel 14 van het ontwerp bepaalde overdracht van bevoegdheid aan de Koning is hierdoor gewettigd, dat men de wederindienstneming van het gemeentepersoneel van Chokier wil verzekeren.

Derhalve en ter wille van de overeenstemming met de vroegere wetten (wet van 22 maart 1958, artikel 7, en wet van 31 december 1964, artikel 9), wordt in overweging gegeven die bepaling te redigeren zoals gedaan is in artikel 7 van de hierna voorgestelde tekst.

+

+ +

.../...

ONTWERP VAN WET TOT VERENIGING VAN DE GEMEENTE CHOKIER MET DE GEMEENTE FLEMALLE-HAUTE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.- VERENIGING VAN DE GEMEENTE CHOKIER MET DE GEMEENTE FLEMALLE-HAUTE.

Artikel 1.-

De gemeente Chokier wordt verenigd met de gemeente Flémalle-Haute.

Artikel 2.-

De gemeenteraad en de commissie van openbare onderstand van Chokier worden ontbonden.

.../....

Artikel 3 (artikel 11 en artikel 12, eerste lid, van het ontwerp).

De gemeente Flémalle-Haute en de commissie van openbare onderstand van die gemeente nemen onderscheidenlijk de goederen, rechten, lasten en verplichtingen over van de gemeente Chokier en van de commissie van openbare onderstand van die gemeente.

Artikel 4 (artikel 13 van het ontwerp).

De besluiten, reglementen en verordeningen die van kracht zijn in de gemeente Chokier, behouden hun geldende kracht voor het grondgebied waarvoor zij werden uitgevaardigd en zulks tot op de dag dat zij door de gemeenteraad van Flémalle-Haute worden ingetrokken.

Voor de belastingverordeningen mag deze intrekking evenwel geen uitwerking hebben op een datum na het verstrijken van het dienstjaar in de loop waarvan de nieuwe gemeenteraad wordt geïnstalleerd. Neemt die raad geen beslissing, dan worden de belastingverordeningen van rechtswege ingetrokken bij het afsluiten van dat dienstjaar.

Artikel 5 (artikelen 5 en 6 van het ontwerp).

Zij die ingeschreven zijn op de lijsten der parlementskiezers of der gemeenteraadskiezers van de gemeente Chokier of die aanspraak hebben op inschrijving op die lijsten, oefenen hun stemrecht uit of doen hun aanspraak gelden in de gemeente Flémalle-Haute.

Voor het bepalen van de kieswoonplaats vóór de inwerkingtreding van deze wet, wordt geen onderscheid gemaakt tussen het grondgebied van de gemeente Chokier en dat van de gemeente Flémalle-Haute.

.../...

De arrondissementscommissaris van Luik verenigt bij besluit de in de gemeenten Flémalle-Haute en Chokier geldende kiezerslijsten tot één lijst.

Artikel 6 (artikel 15 van het ontwerp).

Met ingang van 1 januari van het (1e) (2e) jaar na dat waarin deze wet in werking treedt, wordt aan de gemeente Flémalle-Haute toegekend :

1° gedurende vijf opeenvolgende jaren, een ontvangstencomplement gelijk aan 10 t.h. van haar aandeel in het B-Fonds van het Gemeentefonds ;

2° een buitengewoon hulpgeld, uitkeerbaar ineens of in verschillende jaarlijkse stortingen en bestemd tot het geheel of gedeeltelijk aanzuiveren van haar passief of tot het bestrijden van buitengewone lasten, indien vaststaat dat de gemeente dit niet met eigen middelen vermag te doen.

Die voordelen worden haar door de Minister van Binnenlandse Zaken toegekend op de speciale kredieten bedoeld in artikel 94 van de wet van 14 februari 1961, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1964.

Artikel 7 (artikel 14 van het ontwerp).

Alle leden van het personeel van de gemeente Chokier worden door de gemeente Flémalle-Haute overgenomen.

.../...

De gemeente Flémalle-Haute is ertoe gehouden aan de leden van dat personeel, tot de dag dat zij in ruste worden gesteld, ten minste de wedde toe te kennen die zij zouden hebben gehad indien zij, met hun graad, in dienst van de gemeente Chokier waren gebleven.

De leden van dat personeel blijven onderworpen aan de pensioenregeling die op hen van toepassing is bij de inwerkingtreding van deze wet.

De personeelsleden van de commissie van openbare onderstand van de gemeente Chokier worden onder dezelfde voorwaarden opgenomen in het personeelskader van de commissie van openbare onderstand van Flémalle-Haute.

HOOFDSTUK II.- ORGANISATIE VAN DE EERSTE VERKIEZINGEN IN DE UITGEBREIDE GEMEENTE FLEMALLE-HAUTE.

Artikel 8 (artikel 3 van het ontwerp).

Binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet, roept de Koning het nieuwe kiescollege op om een nieuwe gemeenteraad voor de uitgebreide gemeente te kiezen.

Artikel 9 (artikel 4 van het ontwerp).

In afwijking van artikel 78 van de gemeentekiesw verstrijkt het mandaat van de leden van de nieuwe raad op 1 januari 1971.

In afwijking van de artikelen 3 en 4 van de ger wet, wordt voor de duur van dat mandaat, het getal van de meenteraadsleden, met inbegrip van de burgemeester en de schepenen, op 13, en dat van de schepenen op 3 gebracht

...

Artikel 10 (artikel 8 van het ontwerp).

In afwijking van artikel 21 van de gemeentekieswet en van het bij het koninklijk besluit van 9 november 1951 gevoegde model van oproepingsbrief voor de gemeenteraadsverkiezingen, worden de namen van de aftredende raadsleden niet vermeld in de oproepingsbrieven.

Artikel 11 (artikel 10 van het ontwerp).

Voor de vaststelling van de rangorde der gemeenteraadsleden wordt voor de herkozen raadsleden uit de twee verenigde gemeenten rekening gehouden met hun vroegere anciënniteit als raadslid.

Bij gelijke anciënniteit wordt de voorrang gegeven aan het raadslid dat bij de nieuwe verkiezingen het hoogste aantal stemmen bekwam.

Artikel 12 (artikel 12, tweede lid, van het ontwerp).

Na de verkiezing van de nieuwe gemeenteraad wordt een nieuwe commissie van openbare onderstand van Flémalle-Haute verkozen en geïnstalleerd op de data welke de Koning bepaalt.

HOOFDSTUK III.- SLOTBEPALING.

Artikel 13 (artikel 16 van het ontwerp).

Deze wet treedt in werking op .....

.....

.....

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	J. DE MEYER,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.